

# Crise financière, associations et environnement

1<sup>er</sup> décembre 2008

Jacqueline Istas,

Présidente de Nord Nature Environnement

Nos concitoyens viennent d'assister à la fois aux fluctuations brutales du prix des carburants et à la désintégration du système financier. Dans la tourmente ils ont perdu leurs repères.

Les responsables associatifs, souvent soumis à des formalités complexes et à de longs délais d'attente quand ils sollicitent une subvention, ont vu soudain des milliards d'euros émerger du chapeau gouvernemental français et passer par-dessus leur tête en direction des banques.

A vrai dire, l'argent trouvé pour renflouer le secteur bancaire sera englobé dans le déficit public, c'est-à-dire qu'il sera payé plus tard, non par les coupables de la débâcle bancaire, mais par la collectivité.

## L'humanité vit « à crédit »

La crise du secteur bancaire a révélé le caractère virtuel des systèmes financiers mondiaux, leurs failles et la déconnexion de notre système économique par rapport à la réalité.

Elle interfère avec une crise économique qui n'a pas surpris les écologistes. Nous ne savions ni quand ni comment elle se produirait, mais nous savions et nous avons annoncé qu'elle se produirait.

En effet, du fait de la croissance démographique mondiale, du mode de vie des pays industrialisés et de la tendance des pays émergents à les imiter, nous consommons les ressources naturelles, y compris celles qui sont indispensables à la vie humaine, plus vite qu'elles ne peuvent se reconstituer. Notre développement économique basé

sur une croissance illimitée et sur la surexploitation des ressources naturelles relève d'un manque total de réalisme. Selon le rapport Planète Vivante 2008 du WWF\*, « notre empreinte écologique mondiale dépasse maintenant la capacité de régénération de la planète d'environ 30% ». Le surendettement financier des Etats n'est qu'une facette d'un phénomène beaucoup plus grave : par rapport aux éco-systèmes naturels dont nous dépendons, nous vivons « à crédit ». Si nos gouvernements persistent dans cette voie, ce ne sera pas seulement une débâcle financière, mais un effondrement général.

## Quelles peuvent être dans l'immédiat les conséquences de la crise financière pour les associations ?

Les aides publiques aux associations avaient déjà diminué ces dernières années, notamment avec la suppression des « emplois jeunes ». On peut redouter que l'accroissement du déficit public provoqué par le soutien financier massif aux banques se traduise par une nouvelle amputation des subventions octroyées aux associations.

Par ailleurs, la crise financière et la crise économique ont provoqué une augmentation du chômage et une relative baisse du pouvoir d'achat. Il est donc à craindre qu'elles aient un impact négatif sur les adhésions et qu'elles incitent les particuliers à réduire leurs dons.

## L'impact immédiat de la crise financière et économique sur l'environnement

Il serait regrettable que la crise socio-écono-

mique et la crise financière détournent l'attention des populations de la crise écologique qui commence à sévir. En effet, la crise écologique avec l'érosion des sols, l'épuisement des ressources en eau potable, la diminution des ressources marines, les bouleversements climatiques et leurs conséquences (inondations, cyclones, désertification, flux migratoires) est encore bien pire, y compris sur le plan sanitaire et social. De même, les conséquences d'une catastrophe nucléaire seraient bien pires.

Et tout bien considéré, la crise économique et la crise financière n'ont pas que des impacts négatifs. Si douloureuses qu'elles puissent être pour les particuliers les plus touchés, faute d'avoir été anticipées, malgré nos avertissements, par les gouvernements successifs et les responsables de grandes entreprises, elles peuvent avoir pour l'environnement des conséquences bénéfiques dont les signes précurseurs se constatent déjà aujourd'hui.

Ayons le courage de compter parmi ces conséquences bénéfiques la diminution des ventes d'automobiles, soit que les acheteurs potentiels aient été contraints d'y renoncer ou d'en reporter l'acquisition par baisse de leur pouvoir d'achat, soit que beaucoup aient enfin compris que la hausse du prix du pétrole était inéluctable à long terme malgré la baisse passagère actuelle. Dans le Nord Pas-de-Calais, les usines Renault de Douai, Maubeuge Construction Automobile, Sevelnord-Hordain et leurs sous-traitants ont dû réduire leur production et il en va de même pour la plupart des constructeurs d'automobiles au niveau mondial.

Parallèlement, la valeur des biens immobiliers éloignés des centres villes a chuté. Alors qu'en quelques décennies les distances domicile - travail avaient été multipliées par dix, passant de 3-4 kilomètres à 30-40 kilomètres, le coût du transport commence à faire partie aujourd'hui des critères de calcul de la valeur d'une maison.

Ces deux phénomènes provoquent malheureusement des drames individuels dans l'immédiat, mais ils peuvent laisser entrevoir une diminution progressive de la circulation routière et par conséquent un

arrêt du morcellement des espaces par de nouvelles infrastructures, une réduction du mitage des territoires ruraux et une réduction des pollutions, notamment des émissions de gaz à effet de serre, réduction qui pourrait contribuer à éviter des drames plus graves.

A noter aussi dans le domaine des transports un ralentissement du transport aérien et dans l'ensemble, une légère baisse de la consommation qui devraient, s'ils se poursuivent, réduire la ponction sur les ressources naturelles et induire une diminution des pollutions. Au total, une récession devrait permettre une moindre pression sur l'environnement.

Enfin, un signe encourageant : si actuellement les achats de voitures sont en chute, ceux de produits bio ne sont pas affectés par la crise.

### Les solutions

Relancer artificiellement la croissance et l'emploi par une relance de la surconsommation et des mêmes modes de productions serait suicidaire : en accélérant l'épuisement des ressources non renouvelables et en augmentant les pollutions, cette démarche conduirait à une catastrophe généralisée.

Les solutions se trouvent dans les réorientations et mesures que nos associations préconisent depuis longtemps. Quelques exemples :

En milieu rural, la réimplantation et l'entretien des **haies** au travers des pentes donneraient des emplois et éviteraient à la fois l'érosion de terres nourricières, de coûteuses inondations et coulées de boues.

**L'isolation** thermique des bâtiments, l'utilisation du **solaire et de l'éolien** offrent de nombreuses possibilités d'emploi tout en économisant les énergies non renouvelables et en contribuant à réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Un **urbanisme** et un **aménagement général du territoire** basés sur une gestion économe de l'espace, sur le rapprochement des lieux de travail et d'habitation, de production et de consommation, éviteraient des déplacements superflus et seraient bénéfiques.

fiques à la fois pour l'environnement, pour notre santé, pour l'économie de carburant, pour le budget des particuliers et les finances publiques.

En matière de **transports**, une meilleure utilisation de la voie d'eau et du rail pour les marchandises, une amélioration des transports en commun et le développement d'itinéraires cyclables pour les déplacements des personnes offrirait des alternatives au gaspillage et aux pollutions générés par les poids lourds et nos chères voitures. Les suppressions d'emplois de conducteurs de poids lourds pourraient être compensées en partie par des créations d'emplois dans les transports en commun.

Un recyclage plus développé des **déchets** limiterait la mise en décharges et l'incinération, tout en permettant de récupérer des matières premières. La suppression des emballages superflus, la fabrication d'objets plus durables et réparables réduiraient la consommation de ces matières premières, la production de déchets et auraient des répercussions positives sur le budget des ménages. Les activités de réparation fourniraient des emplois.

Bien des **loisirs** simples ne ponctionneraient pas le budget des particuliers tout en offrant beaucoup de joies : par exemple, les sorties de découverte de la nature comme celles que guident nos associations, ou encore un temps de présence plus grand des parents auprès des enfants, temps reconquis grâce à une réduction du temps de travail extérieur et de trajet.

Enfin il serait opportun de réhabiliter à cette occasion la notion d'**autonomie**. Le développement des énergies solaire et éolienne, la géothermie, la méthanisation de nos déchets peuvent mettre notre pays à l'abri des risques socio-économiques et des fluctuations financières liés aux importations de ressources énergétiques provenant d'autres continents. Un recyclage amplifié permettrait de diminuer les importations de

matières premières, tout en offrant des emplois locaux. La ferme polyvalente et bio échappe aux hausses de coût des engrais. Si nos régions redevenaient plus autonomes, comme elles l'étaient dans le passé, le commerce direct de proximité, sans intermédiaires, pourrait être remis à l'honneur, producteurs et consommateurs y trouveraient leur compte, et bien des pollutions liées aux transports seraient évitées. Quant aux particuliers qui ont la chance de disposer d'un jardin, si au lieu de tondre leur pelouse, ils cultivaient leur potager, ne redécouvriraient-ils pas que celui-ci peut leur apporter une part d'autarcie alimentaire couplée à une saine activité conciliable avec la présence des enfants, et un complément financier qui compenserait avantageusement dans certains cas les réductions d'horaires de l'activité professionnelle ? Gagner moins en dépensant moins et en travaillant moins à l'extérieur, pourquoi pas ?

**La crise financière et la crise économique peuvent être une opportunité à saisir pour l'écologie. De même, les solutions écologiques peuvent être une chance pour remédier durablement à la crise économique.**

Plus que jamais, avec les moyens du bord, nos associations doivent s'impliquer : d'abord pour rappeler aux oublieux les limites de la planète, la gravité de la crise écologique et la nécessité d'y faire face prioritairement, et aussi pour faire comprendre aux responsables politiques comme à la population l'intérêt d'une économie basée sur l'écologie, pour inciter nos concitoyens à distinguer l'essentiel du superflu, pour leur apprendre tout simplement à être heureux sans gaspiller.

\* Rapport Planète Vivante 2008, [www.wwf.fr](http://www.wwf.fr)